

Résumé : 1/ Le gouvernement teste son application de traçage sur l'Ile de Wight 2/ L'opposition et les syndicats s'inquiètent des modalités proposées par le gouvernement en vue de la reprise progressive du travail 3/ Le PMI composite s'est établi à 13,8 en avril, son plus bas historique 4/ Plus de 6 millions d'employés britanniques bénéficient du dispositif de chômage partiel du gouvernement 5/ Les inscriptions aux allocations sociales continuent d'augmenter 6/ Plus de 110 000 demandes de "Bounce Back Loans" (BBL) ont été enregistrées lors du premier jour du dispositif 7/ Les ventes de nouveaux véhicules ont chuté de 97,3% en avril au Royaume-Uni.

1. Évolution épidémiologique

Au 4 mai à 9h00, il y a eu 1 291 591 tests, dont 85 186 tests le 3 mai. 945 299 personnes ont été testées, et 190 584 se sont révélées positives.

Le nombre de décès liés au coronavirus au Royaume-Uni a augmenté aujourd'hui de 336 selon des estimations préliminaires. Le nombre total de décès atteindrait au 5 mai 29 100 selon les données du NHS.

2. Mesures nouvelles

Le gouvernement teste son application de traçage sur l'Ile de Wight – A compter de ce jour (5 mai), l'Ile de Wight lance le 1er test grandeur nature de l'application du NSH, avant un déploiement sur l'ensemble du territoire à partir de la mi-mai, si l'essai est concluant. Les agents locaux (*Council*) et les professionnels de santé seront les premiers à l'essayer, le reste de l'île pouvant la télécharger à partir de jeudi. L'application vise à retrouver rapidement les contacts récents de toute personne dont le test de dépistage du virus est positif. Le Royaume-Uni a choisi un système centralisé pour la collecte des données, distinct du modèle proposé par Apple et Google, et qui rassemble des identifiants anonymes pour chaque utilisateur de l'application sur un serveur gouvernemental. Pour l'instant, l'application demande la première moitié des codes postaux de ses utilisateurs, ce qui couvre entre 8 000 et 12 000 ménages, selon le lieu, et les informations ne sont pas téléchargées dans le système avant que les utilisateurs ne deviennent symptomatiques et n'en informent l'application.

À l'avenir, le NHS pourrait demander davantage de données comme des informations sur l'âge et le sexe. Le Ministre de la santé, Matt Hancock, a encouragé tous les habitants de l'île de Wight à télécharger l'application lorsqu'elle sera disponible, soulignant le caractère inédit mais crucial de cette application dans la protection de la santé des utilisateurs, de leurs familles et de leurs communautés. "Là où va l'île de Wight, la Grande-Bretagne suit", a-t-il indiqué. Wight a été choisie pour son taux de contamination plus faible qu'ailleurs au RU mais aussi parce qu'elle est couverte par un seul NHS trust et parce que les voyages à destination et en provenance de l'île sont assez limités. Néanmoins, les résidents de l'île étant toujours confinés, leurs contacts hors du foyer seront assez peu nombreux, ce qui peut limiter la portée du test. Matthew Gould, directeur général de NHSX, la branche numérique du NHS qui a développé la technologie, a averti que l'application n'était pas une solution miracle et autonome, mais qu'elle fonctionnerait en conjonction avec d'autres mesures de santé publique, notamment les efforts de cartographie du virus déployés par les 18 000 traceurs manuels de contacts. Sur ce sujet, Keir Stamer, leader du parti travailliste, a déclaré qu'il espérait que l'application serait un succès mais s'est inquiété d'un taux d'adhésion qui pourrait être trop faible par le public, et que les méthodes traditionnelles de

traçage, par exemple contacter les personnes par téléphone, devraient être utilisées parallèlement à la technologie.

L'opposition et les syndicats s'inquiètent des modalités proposées par le gouvernement en vue de la reprise progressive du travail – Alors que le Premier ministre doit présenter un plan de reprise de l'activité économique jeudi et que le *Department for Business, Energy and Industrial Strategy* (BEIS) travaillent à la mise en œuvre de lignes directrices à destination des entreprises afin de concilier sécurité et travail, les syndicats s'inquiètent de la mise en danger potentielle des employés. Aux côtés des organisations syndicales, le nouveau chef de file de l'opposition, Keir Starmer, a exigé que les entreprises soient tenues de publier leurs évaluations des risques liés coronavirus et soient sanctionnées en cas de négligence. Selon les lignes directrices du BEIS, toutes les entreprises de plus de 5 employés doivent procéder à une évaluation des risques ainsi qu'à la mise en place d'un plan de gestion des risques sanitaires. Plusieurs chefs d'entreprises et fédérations professionnelles auraient, selon le *Financial Times*, critiqué la charge administrative que représentait ces obligations, en particulier pour les petites entreprises. La secrétaire-générale de l'organisation *Trades Union Congress* a indiqué que les syndicats ne pouvaient pas soutenir l'approche du gouvernement, affirmant que « la sécurité du travail ne serait pas garantie ». Le TUC a également appelé le gouvernement à définir une approche stricte pour s'assurer du respect des règles sanitaires par les entreprises.

3. Impact économique et financier

Le PMI composite s'est établi à 13,8 en avril, son plus bas historique - L'indicateur d'activité de Markit a enregistré sa chute la plus rapide depuis sa création, passant de 36 en mars à 13,8 en avril. Un indice sous 50 indique une contraction de l'activité. 80 % des entreprises interrogées ont indiqué une baisse de leur activité depuis mars. L'enquête de Markit pointe vers des niveaux records de baisse d'activité et de baisse de taux d'emploi. Le secteur des services a été le plus touché par la crise de Covid-19, le PMI des services s'établissant à 13,4 en avril, son niveau le plus bas également, contre 34,5 en mars.

Plus de 6 millions d'employés britanniques bénéficient du dispositif de chômage partiel du gouvernement - Au 3 mai, 800 000 entreprises avaient postulé au *Coronavirus Job Retention Scheme*, le mécanisme de chômage partiel du gouvernement britannique qui permet aux employés *furloughed* de recevoir 80 % de leur salaire, pour une limite de 2 500 £ par personne. 6,3 millions d'employés (environ 1/5 de la main d'œuvre britannique) seraient couverts par le mécanisme début mai, pour un coût total de 8 Md£ pour le gouvernement. Selon la dernière enquête de l'ONS, deux tiers des entreprises britanniques envisageaient d'utiliser ce mécanisme, ce qui signifie que le nombre d'employés couverts - et le coût pour le gouvernement - continuerait d'augmenter en mai.

Les inscriptions aux allocations sociales continuent d'augmenter. Le *Department for Work and Pensions* (DWP) a reçu plus de 1,8 demandes pour l'accès au *Universal Credit* entre le 16 mars et le 28 avril (pour l'inscription de plus de deux millions de britanniques). Cela correspond à six fois le volume observé en temps normal. Le DWP a indiqué que le nombre quotidien de demandes avait commencé à se stabiliser, mais restait plus de deux fois supérieur à la demande pré-crise.

4. Analyse sectorielle / entreprises

Plus de 110 000 demandes de “Bounce Back Loans” (BBL) ont été enregistrées lors du première jour du dispositif – Créé afin de répondre aux demandes de liquidité des petites et très petites entreprises pour lesquelles le *Coronavirus Business Interruption Loan Scheme* (CBILS) est trop difficile à obtenir, le dispositif BBL offre une garantie d’État à hauteur de 100% des sommes empruntées. 110 000 demandes de BBL ont été enregistrées lors de la journée de lancement du dispositif, pour un total de demandes d’emprunt de 3,3 Mds. Les banques qui ont accordé des prêts ont déclaré qu’elles avaient approuvé la grande majorité des demandes et que l’argent arriverait sur les comptes bancaires des entreprises dès aujourd’hui. Les systèmes informatiques auraient tenu le choc malgré le fait que certaines banques ont reçu une demande toutes les deux secondes : RBS, le plus important prêteur aux PME en volume, a déclaré avoir reçu 30 000 demandes hier ; à 16 heures, Santander a déclaré avoir reçu près de 18 000 demandes ; à 17 heures, Lloyds avait reçu 26 500 demandes.

Les ventes de nouveaux véhicules ont chuté de 97,3% en avril au Royaume-Uni – Alors que la France a enregistré une baisse de 88,8% et l’Italie de 97,5%, les immatriculations de voitures neuves ont chuté de 97,3 % au Royaume-Uni en avril 2020 par rapport à l’année précédente. Seuls 4321 véhicules neufs ont été vendus – contre 161 000 il y a un an.

Il s’agit pour la plupart (3 090 unités) d’achats sur le « marché des flottes » (véhicules d’entreprises). Seuls 871 véhicules ont été achetés par des particuliers – principalement des travailleurs dits « essentiels » – soit une baisse de 98,7 % en glissement annuel. Aussi, avril 2020 pourrait constituer la plus importante baisse de ventes de véhicules depuis 1946. La SMMT, la fédération de l’industrie automobile au Royaume-Uni, constate qu’il s’agit d’une baisse record et demande expressément au gouvernement d’autoriser la réouverture des concessions automobiles lors de la première vague d’assouplissement du confinement. Selon les estimations de la SMMT, 1,68 M de voitures neuves devraient être vendues en 2020, soit le chiffre le plus bas depuis 1992.